



ACCORD DU MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE A UNE DECLARATION PREALABLE

2026-95-URBA

Ville de Castelnaudary

Demande déposée le 23 décembre 2025 - Complétée le : 28 janvier 2026		N°DP 11076 25 00236
Par :	S.N.C LIDL	Surface de plancher : m ²
Demeurant à :	1 Rue de Hanovre 92298 CS 21313 Châtenay-Malabry	
Représenté par :	Hélène VIVIEN	<u>Destination</u> : Installation de panneaux photovoltaïques en toiture, d'une borne de recharge, modification des façades. Déminéralisation et renaturalisation des espaces verts. Agrandissement de l'espace de vente.
Pour :	Travaux sur construction existante	
Sur un terrain sis à :	Avenue des Pyrénées 11400 CASTELNAUDARY	
Références cadastrales :	ZB 310 – ZB 311	

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée, affichée le : 29 décembre 2025,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Décret n° 2016-6 du 6 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application des droits des sols et à la fiscalité associée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 janvier 2018 (**Zone AUx2**), modifié le 15 avril 2019 et le 28 mars 2023,

Vu la demande d'autorisation de travaux pour un établissement recevant du public (ERP), n° AT 011076 25 00036, déposée le 23 décembre 2025 par la société S.N.C. LIDL représentée par Madame Hélène VIVIEN,

Vu les pièces complémentaires réceptionnées le 28 janvier 2026,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - service Prévention des Risques Inondations et Sécurité Routière, en date du 4 février 2026 (**Annexe 1**),

Vu l'avis tacite réputé favorable d'ENEDIS, service accueil urbanisme, en date du 8 février 2026,

Considérant :

- **Le projet consistant en :**
 - L'installation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment.
 - L'installation d'une borne de recharge IRVE (2 places).
 - L'installation de quatre travées de façades végétalisées,
 - La pose de quatre arceaux à vélos supplémentaires.
 - La suppression de trois places de stationnement pour les remplacer par des espaces verts.
 - Déminéralisation et renaturalisation des espaces verts, plantation d'arbres et d'arbustes.
 - Agrandissement de la surface de vente.
- L'avis favorable avec prescriptions de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - service Prévention des Risques Inondations et Sécurité Routière, en date du 4 février 2026,
- La demande d'autorisation de travaux pour un établissement recevant du public (ERP), n° AT 011076 25 00036, déposée le 23 décembre 2025 par la société S.N.C. LIDL représentée par Madame Hélène VIVIEN,

.... ARRETE

Article 1 : le projet décrit dans la déclaration préalable, est autorisé, sous réserve que l'autorisation de travaux n° AT 011076 25 00036 soit accordée.

Article 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

Prescriptions émises par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, service risques sécurité routière et construction :

⇒ Les prescriptions figurant en annexe 1 au présent arrêté devront être respectées.

Article 3 : A l'issue des travaux, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux sera déposée en Mairie ou par voie dématérialisée.

NB : La Direction générale des Finances publiques (DGFIP) dans le Département est, depuis le 1^{er} septembre 2022, seule compétente pour établir et liquider la Taxe d'Aménagement Communale et Départementale (articles L 331-9 et R 331-9 du Code de l'Urbanisme). Pour tous renseignements sur les modalités d'établissement ou de liquidation de cette taxe, s'adresser à : Direction Départementale des Finances Publiques de l'Aude - Cité Administrative - Place Gaston Jourdanne - CS 90001 - 11807 Carcassonne Cedex.

Fait à Castelnaudary, le 12 février 2026,

Le Maire Adjoint Délégué,



François DEMANGEOT

Certifiée exécutoire
Par réception de Préfecture
Le :
Et par publication
Le :
Et par notification
Le :

Notification du présent arrêté à :

S.N.C. LIDL

Mme Hélène VIVIEN

Le : 18 février 2026

Signature de l'intéressé(e),

Saisine par voie électronique

AFFICHAGE LE

18 FEV. 2026

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

LE (OU LES) DEMANDEUR (S) PEUT (VENT) CONTESTER LA LEGALITE DE LA DECISION A COMPTER DE LA DATE DE SA NOTIFICATION :

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, **dans un délai de deux mois** (article R. 421-1 du Code de la justice administrative), par courrier ou via l'application télé recours accessible sur : www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux, **dans un délai d'un mois**, l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice de ce recours gracieux ne proroge pas le délai de recours contentieux (article L.600-12-2 du Code de l'urbanisme).

DUREE DE VALIDITE DU PERMIS :

Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'urbanisme modifié par le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s) ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même, si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 modifié par le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

LE (OU LES) BENEFICIAIRE(S) DU PERMIS/DE LA DECLARATION PREALABLE PEUT COMMENCER LES TRAVAUX APRES AVOIR :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

ATTENTION : L'AUTORISATION N'EST DEFINITIVE QU'EN L'ABSENCE DE RECOURS OU DE RETRAIT :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

DROIT DES TIERS : L'autorisation a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

LES OBLIGATIONS DU (OU DES) BENEFICIAIRE(S) DE L'AUTORISATION : Il doit souscrire une assurance dommages-ouvrages dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du Code des assurances.

Il doit également adresser au Maire, une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal ou contre décharge. Le modèle de CERFA n° 13408 est disponible en mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <https://www.service-public.fr>



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXE 1

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer**

Carcassonne, le 2 février 2026

SRISC/UPRR
Affaire suivie par : Jean-Bernard Montagné
Tél : 04 68 10 31 90
jean-bernard.montagne@aude.gouv.fr

la Directrice Départementale des
Territoires et de la Mer

à

Communauté de Communes
Castelnaudary Lauragais Audois
Service Pôle ADS
280, avenue Gérard Rouvière
CS 20013
11491 CASTELNAUDARY CEDEX

Réf : 26.0020

SYNTHESE DES DONNEES

Commune : CASTELNAUDARY

Demande de :

- ☐ Certificat d'urbanisme
- ☐ Permis de construire/lotir
- ☒ Déclaration préalable
- ☐ Autre opération

N° de dossier : 011 076 25 00236

Pétitionnaire : S.N.C. LIDL – Hélène VIVIEN

**Type d'opération : Agrandissement de la surface de vente sur
une réserve attenante ; installation d'une borne de recharge, de 4
arceaux à vélos supplémentaires...**

Parcelle cadastrée : Section : ZB Numéros : 310 et 311

Cours d'eau concerné : Ruissellement

Aléa établi à partir:

- ☒ D'une lecture directe (PPR, Repères de crue)
- ☒ D'une étude hydraulique (Bureau d'étude)
- ☐ D'une lecture de l'hydromorphologie, enquête de terrain
- ☐ D'une simulation hydraulique (logiciel filaire, régime uniforme)

Données topographiques du projet :

ANNEXE 1

- ☒ fournies par le pétitionnaire
- ☐ à partir de la photogrammétrie disponible
- ☐ à partir des données IGN

Situation du projet:

- ☐ hors zone inondable connue ou recensée à ce jour
- ☒ en zone inondable
 - ☒ aléa fort
 - ☒ aléa modéré
 - ☐ aléa indifférencié
 - ☒ aléa hydrogéomorphologique
- ☐ derrière la digue

DONNEES HYDRAULIQUES DU PROJET

- Niveau du sol fini : 157,90 m NGF
- Niveau de la crue de référence maximum : 157,50 m NGF

AVIS HYDRAULIQUE

En vertu :

- ☒ du R111-2 du code de l'urbanisme
- ☐ du PPRI appliqué par anticipation en date du :
- ☒ du PPRI approuvé par arrêté en date du : **21 août 2012**
- ☐ du PSS
- ☐ du R111-3

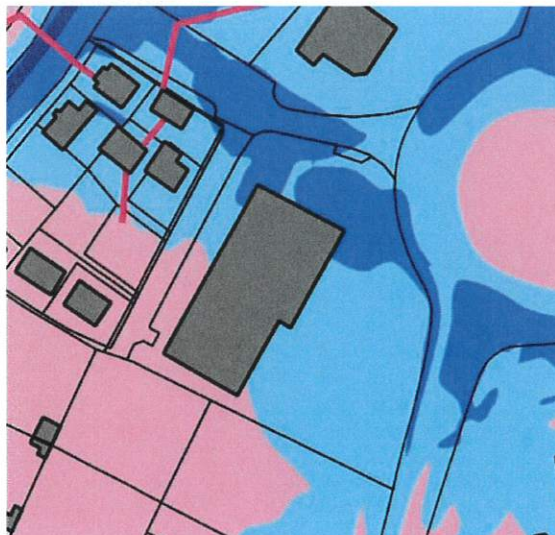
AVIS :

Le PPRI du Fresquel est en cours de révision.

Un Porter à Connaissance a été émis aux maires le 19 juin 2024 afin de diffuser la nouvelle carte d'aléa à prendre en compte ainsi que les prescriptions à appliquer.

Suivant cette cartographie, le bâtiment est situé en aléa modéré (zone bleu clair) sur sa majeure partie.

https://www.aude.gouv.fr/contenu/telechargement/28804/199391/file/PAC_aleas_Castelnaudary_4_compressed.pdf



En zone d'aléa modéré sont autorisés :

Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection de toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation significative de la population exposée.

Le projet prévoit la transformation d'une réserve en surface de vente sans aucune modification de l'enveloppe du bâtiment.

Le plancher fini est situé au-dessus du niveau de la crue de référence.

Dans cette zone les équipements et installations techniques sont autorisés sous réserve de la mise hors d'eau ou de la protection des parties sensibles de l'équipement (étanchéité par exemple).

Le projet devra attester de la mise hors d'eau des bornes de recharge.

LE PROJET TEL QU'IL EST PRÉSENTÉ REÇOIT L'AVIS SUIVANT:

☐ Défavorable

☒ Favorable

☒ Avec prescriptions

☐ Sans prescription

La Responsable de l'Unité Prévention et Réduction
des Risques,


Marjorie RABASSE